

INTERVENTION COMMUNISTE



JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



N° 145 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Mars Avril 2018

Pour un bond en avant de la lutte des classes !

EDITO

Depuis le mois de janvier 2018, rares sont les jours qui n'ont pas témoigné de la frénésie de changement du gouvernement Macron et de son caractère réactionnaire et brutal. La violence sociale qu'est l'exploitation capitaliste trouve ici son expression la plus abrutie : le nouvel élu présidentiel n'a pas été « prêté » à l'ensemble du Capital monopoliste par la banque Rothschild pour rien. Les dernières annonces concernant la réforme des enseignements secondaires et supérieurs, de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel, la militarisation de la jeunesse, les attaques contre la SNCF et la Fonction publique, la réforme hospitalière, la loi sur l'immigration, l'utilisation des ordonnances, sont emblématiques ; car à chaque fois, le gouvernement a recours aux mensonges et à la démagogie la plus éhontée. Celle qui utilise les réflexes de peur et cherche à diviser des victimes de la politique qui se met en place, tout en laissant dans une ombre relative certains des projets les plus sinistres.

Les élections présidentielles de 2017 ont donné l'occasion à la bourgeoisie monopoliste de mener une offensive généralisée contre le prolétariat et les couches populaires de notre pays. Généralisée, cette offensive concerne de près ou de loin tout un chacun : les travailleuses et travailleurs du secteur privé comme celles et ceux de toutes les Fonctions Publiques, les lycéen-ne-s, les étudiant-e-s, les retraité-e-s, la paysannerie laborieuse. Et chaque attaque, qui pourrait apparaître comme visant un segment du peuple travailleur, en y regardant de plus près, touche l'ensemble : on ferme les hôpitaux, on réduit les lits et le personnel ; c'est aussi l'ensemble de ceux et celles qui ont besoin d'un système de santé public qui sont frappé-e-s ; et c'est vrai pour les transports, pour l'enseignement... ; et ce gouvernement n'oublie pas de frapper les chômeurs ! On dit « le Président des riches » en parlant de Macron. C'est vrai mais insuffisant : c'est le représentant du Capital monopoliste, de ceux qui vivent (et très bien) des revenus de leurs capitaux obtenus par l'exploitation de notre travail, qu'ils (et elles) veulent toujours plus intense, de manière à accroître l'accumulation de capital et la rentabilité de ce dernier ! Ils ont avec eux toute la bourgeoisie monopoliste de l'Union Européenne, cette alliance continentale du Capital contre le Travail. Et ils ont avec eux la bourgeoisie monopoliste des pays membres de l'OTAN, cette organisation criminelle dirigée par les États-Unis ! Les contradictions, même graves, qui les traversent n'empêchent pas qu'ils soient ensemble contre nous !

Une nouvelle étape de la politique des monopoles

Face à la crise chronique du capitalisme, la bourgeoisie mène dans toute l'Union européenne l'offensive pour récupérer ce qu'elle avait dû concéder depuis un siècle, face à

l'existence du camp socialiste et aux luttes des travailleurs. Par conséquent, la social-démocratie traditionnelle, cette « prostituée du Capital », ne peut plus jouer le rôle qui était le sien : faire croire que le capitalisme s'amendait et qu'il était le meilleur système du monde. Cette social-démocratie entre en contradiction avec la base sociale qui l'appuyait, et son appareil politique, comme en 1940 avec les pleins pouvoirs à Pétain, comme en 1958 avec le coup d'État gaulliste, rallie ouvertement le courant bourgeois qui a le vent en poupe. Quant à la nouvelle social-démocratie (le Parti de la Gauche Européenne), elle en est réduite à trépigner sur une musique de « gauche », et si besoin était, à faire le sale boulot, comme en témoigne le gouvernement de « gauche radicale » en Grèce !

En politique étrangère, la bourgeoisie française est confrontée à l'exacerbation des contradictions entre les bourgeoisies dans l'UE (Allemagne/France/Grande-Bretagne), dans l'OTAN (UE/USA/Turquie) et avec les impérialismes émergents (Russie/Chine/Inde...) ! Elle est au premier rang des agressions militaires et multiplie ses attaques tout en s'appuyant sur les régimes les plus réactionnaires (Arabie Saoudite, Qatar, Israël). Cette politique débouche sur l'augmentation draconienne des dépenses militaires au moment même où sont réduites drastiquement les dépenses sociales, où les masses populaires sont frappées par les hausses de taxes, et où les couches supérieures de la bourgeoisie voient leur fiscalité allégée. L'autoritarisme, la répression sont par conséquent une composante indissociable de cette politique.

Une recomposition politique pour un régime ultraréactionnaire

En juin dernier, profitant de la crise politique, la bourgeoisie monopoliste a redistribué les cartes. Avec Macron et La République en Marche, il s'agit, à « Marche Forcée » (le grand Capital français ayant pris du retard), de reconstituer une force politique dont la direction partage les caractéristiques de l'extrême-droite : autoritarisme et pouvoir du chef, remise en cause du système parlementaire, élimination des conquêtes sociales, renforcement de la répression contre la classe ouvrière, du contrôle social, des lois répressives, manipulation de la question de l'immigration et de la sécurité, mise en cause des lois sur la laïcité, participation directe des représentants de la bourgeoisie monopoliste à la gestion de l'État – « la société civile » –, militarisation de l'économie, de la société (Vigipirate) ... Le tout au nom de la modernité et de la numérisation, les transfuges du PS étant censés donner une petite touche « centre-gauche » à l'opération ! Cette politique s'appuie sur l'Union Européenne, sur la base des intérêts de l'impérialisme français.

L'exécutif, fonctionnant comme un conseil d'administration de sociétés capitalistes, attaque sur tous les fronts à la fois, espérant déstabiliser les travailleurs, pour aller le plus loin possible dans la régression sociale et la

mise en place d'un régime encore plus réactionnaire !

À attaque globale, contre-attaque globale !

Contrairement à ce que beaucoup pensent, les travailleurs n'ont pas baissé les bras. La France est le pays de l'UE qui a connu, et largement, le plus grand nombre de grèves et d'heures de grèves de l'UE en 2017. Depuis janvier, le mouvement semble s'accélérer. Certaines de ces luttes ont été victorieuses. Mais ce sont des grèves locales, sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail. Chez PSA, la mise en œuvre des ordonnances Macron n'a été rendue possible que par l'attitude de la direction de la CFDT, qu'il faut dénoncer comme machine patronale pour soumettre les travailleurs au Capital, et de FO-métallurgie, dont le financement par l'Union des Industries Métallurgiques pendant des années n'est plus un secret. Certes la riposte aux ordonnances n'a pas été organisée de manière offensive par les directions de la CGT, de Solidaires et de la FSU. Il est vrai qu'on ne peut, en mai, lors des Présidentielles, se faire peur avec la baudruche Le Pen en appelant à voter Macron, et appeler à la mobilisation des travailleurs au mois de juin ! Mais il est aussi vrai que ces trois organisations syndicales n'ont pas rallié les « jaunes », au moment des luttes contre la loi Travail et les ordonnances Macron, mettant même en difficulté la direction de FO ! L'unité de la classe ouvrière ne résulte pas d'accords à minima, mais de la défense claire de ses intérêts !

Il n'en reste pas moins que c'est aux travailleurs maintenant d'imposer le syndicalisme de classe, de lutte et de masse dont ils ont impérativement besoin pour faire face à l'agression dont ils sont victimes. En ayant clairement conscience que, comme dans les luttes sur le plan national, il est nécessaire de se situer sur le plan international, car comme nous l'avons vu, la bourgeoisie française s'appuie sur l'Union Européenne, sur l'OTAN, sur le FMI, sur l'OCDE, l'OMC... contre les travailleurs que tous exploitent. C'est pourquoi le retour du caractère de syndicat de lutte de classe de la CGT (et de la FSU, n'en déplaise à la majorité de ses dirigeants), passe par la sortie de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), machine de collaboration de classe au niveau européen, par le retrait de la Confédération Internationale des Syndicats, qui regroupe le mouvement syndical jaune de toujours (syndicalisme « confessionnel » démocrate-chrétien et syndicalisme réformiste porté sur les fonts baptismaux par la CIA). La CGT et la FSU n'ont rien à faire dans ces officines de brigands. Leur place est à la Fédération Syndicale Mondiale, qui aujourd'hui regagne du terrain avec vigueur et relève le drapeau de la lutte des classes !

Les cheminots entrent dans la lutte pour la défense de la SNCF comme Service Public, les retraités le 15 mars 2018 ont manifesté contre la politique d'appauvrissement qu'on veut leur imposer.

Le 22 mars doit être une étape vers le TOUS ENSEMBLE pour s'opposer à l'offensive de la bourgeoisie monopoliste et de Macron son homme-lige !

Organisons la convergence des luttes, en vue de l'affrontement avec l'appareil d'État bourgeois monopoliste !

Avis à nos lecteurs : Une nouvelle formule pour Intervention Communiste

Depuis cette année, notre journal *Intervention Communiste* fait peau neuve, avec une maquette en couleurs, permettant une meilleure utilisation des photos et un plus grand confort de lecture.

Ce choix nous a conduit à augmenter d'1 euro le prix de l'abonnement (de 19 à 20 euros) pour faire face au léger surcoût d'impression.

SOMMAIRE

- P.2** : - La situation de l'emploi
- Nos brochures et matériel
- P.3** : - Assurance-chômage
- Halte à la privatisation de la SNCF !
- P.4** : - Répression syndicale
- Un bracelet chez Amazon...
- Pauvreté chez les retraité-e-s et défense des EPHAD
- 8 mars : les femmes et la politique
- P.5** : Loi de programmation militaire
- P.6** : - Réformes dans le Supérieur et le Lycée
- Les élections présidentielles en Russie
- P.7** : - Contre l'impérialisme français, avec le peuple syrien
- P.8** : - Venezuela : accord PSUV - PCV